



Communiqué

CGT Ferc Sup – FSU – SNPREEES FO

au Comité technique de l'université de Lorraine du 20 juin 2017

Les syndicats CGT Ferc Sup, FSU et FO de l'université de Lorraine s'inquiètent pour les personnels de l'ESR et pour ceux de l'établissement : en effet, au moment où deux mandats débutent (celui du président Macron et celui du président Mutzenhardt), les programmes des uns et des autres, en tout cas ce qu'on a pu en voir, ne répondent en rien aux attentes des personnels ni aux revendications de nos organisations.

- **Dans l'ESRI**, si l'on peut se féliciter du retour d'un ministère de plein exercice, les objectifs annoncés du gouvernement nous promettent une amplification des politiques délétères déjà en route :
 - o Sanctuariser le budget de l'ESR signifie en réalité le diminuer au moment où le GVT n'est pas pris en compte et où 30 à 40 000 étudiant.e.s sont attendus en plus chaque année dans nos établissements
 - o Renforcer l'autonomie des universités (autonomie pédagogique, autonomie de recrutement) c'est poursuivre la logique de destruction du service public que nous connaissons depuis plusieurs années
 - o Généraliser la sélection à tous les niveaux de l'ESR ne règle pas la question de la réussite des étudiant.e.s mais favorise au contraire une politique de l'élitisme qui instaure la ségrégation sociale. Il sera encore plus difficile de faire des études supérieures pour les plus défavorisés.

- **A l'université de Lorraine**, de vraies inquiétudes persistent quant aux conditions de travail et à l'avenir de nos collègues :
 - o Que penser des résultats des élections dans les conseils centraux qui ont largement montré le rejet par les BIATSS de la politique menée depuis 5 ans ?
 - o Comment ne pas s'interroger sur le fonctionnement du CHSCT et des cellules d'aide diverses et variées mises en place par l'administration alors que nous n'avons toujours qu'un seul médecin de prévention pour 7 000 personnels ?
 - o Comment accepter que nos collègues contractuels continuent de se voir remerciés au bout de 3, 4 voire 5 années de contrat, dans l'unique souci de maîtrise de la masse salariale ?
 - o Pourquoi l'établissement n'a-t-il jamais pu avoir une politique de titularisation via Sauvadet digne de ce nom ?
 - o Va-t-on continuer à individualiser et mettre en concurrence les personnels (IPAGE, RIFSEEP, CIA, primes d'intéressement, Contrôle de carrière ...)

Nous souhaitons que ces 5 années à venir soient celles de la prise en compte des personnels et de leurs aspirations, et nos organisations syndicales continueront de défendre un service public national d'ESR, laïque, démocratique et émancipateur.